

## **Le réseau routier**

### **Hierarchisation du réseau routier**

Propriétaire et gestionnaire de voirie, le Département est en charge de plus de 3 540 km de routes départementales et 985 ouvrages d'art. Les 3 540 km de réseau routier se répartissent entre :

✓ **le réseau du schéma directeur routier** qui est le réseau principal avec près de 865 km. Il assure les liaisons interrégionales et interdépartementales et également la desserte entre les principaux pôles du département. Ce réseau se compose

- d'un réseau d'intérêt régional (RIR), structurant d'environ 292 km ;
- d'un réseau d'intérêt départemental (RID) de 573 km classé en 1<sup>ère</sup> catégorie (RID1) pour 150 km et en 2<sup>ème</sup> catégorie (RID2) pour 423 km.

✓ **le réseau secondaire dit réseau d'Intérêt cantonal (RIC)** qui représente 2 675 km.

### **Missions du Département en matière de voirie**

Le Département assure l'entretien et la modernisation des routes départementales dont les objectifs varient selon la catégorie de routes. Par exemple, sur le réseau d'intérêt cantonal, il s'agit principalement d'en assurer l'entretien alors qu'au niveau du réseau principal, il existe des opérations annuelles de modernisation, de sécurisation (pose de glissières, aménagement de carrefours...) ou d'amélioration des conditions de confort (revêtement ou signalétique).

Le Département doit assurer la pérennité de son patrimoine routier. Pour cela, il engage des travaux de réfection ou de renouvellement de la couche de roulement des chaussées, des travaux d'entretien ou de renforcement de ses ponts, le marquage ou encore le remplacement des panneaux de police et de signalisation directionnelle.

Le Conseil Départemental intervient également au niveau de l'entretien des accotements des routes (fauchage et débroussaillage), l'entretien des chemins de randonnées inscrits au PDIPR (plan départemental des itinéraires de promenade et de randonnée) et plus globalement le maintien des conditions de circulation routière.

## **Les accès au réseau routier départemental (délibération de l'assemblée délibérante du 17 mars 2017)**

L'Assemblée Départementale, en date du 17 mars 2017, a défini de nouvelles dispositions relatives aux accès aux routes départementales.

**1) En dehors des agglomérations, des prescriptions relatives à l'aménagement de carrefours permettant d'assurer les échanges dans de bonnes conditions de sécurité pourront être émises en fonction :**

- *de la nature du projet,*
- *du trafic supplémentaire induit.*

**2) Quelle que soit la zone considérée, chaque unité foncière initiale, ne peut bénéficier que d'un accès à la route départementale, et les parcelles doivent être prioritairement desservies par les voies où la gêne et le risque pour la circulation sont les moindres. Toutefois, un examen spécifique de certains projets pourra autoriser plusieurs accès pour la même unité foncière ou exploitant.**

**3) Les distances de visibilité requises pour satisfaire à la sécurité des mouvements d'entrée et sortie des accès, doivent permettre un temps de réaction de 8 secondes (le temps de réaction d'un côté peut être abaissé à 6 secondes dès lors qu'il demeure au total au moins égal à 16 secondes). En fonction de la vitesse maximale pratiquée par 85% des usagers dans le secteur considéré, il est donc possible de calculer les distances de visibilité minimales. Ainsi, pour le cas d'une vitesse de 50 km/h (V85 = 50 km/h), les règles énoncées ci-avant demanderaient 111 mètres de visibilité de part et d'autre de l'accès, et pour une vitesse de 90 km/h (V85 = 90 km/h), elles demanderaient 200 mètres de visibilité de part et d'autre. Aussi, si les conditions de visibilité sont insuffisantes, les demandes seront examinées selon :**

- *la nature du projet,*
- *le trafic supplémentaire induit,*
- *le risque avéré.*

**4) En ce qui concerne les accès directs ou indirects en agglomération, les mesures de police de circulation incombant au Maire, il est de sa compétence, d'autoriser ou pas au plan de la sécurité, le principe de réalisation des accès considérés. Il lui appartient donc d'apprécier des distances de visibilité requises pour satisfaire à la sécurité des mouvements d'entrée et sortie des accès (réf. paragraphe ci-dessus). Les accès relatifs aux opérations génératrices de trafic pouvant nuire à la fluidité devront faire l'objet d'aménagements particuliers.**

### **Le réseau routier départemental de la commune de Marsan**

La commune de Castéra-Lectourois est traversée par les routes départementales, les RD 219, 248 et 266 A, inscrites au Réseau d'Intérêt Cantonal (hors Schéma directeur routier départemental).

### **Le recul des constructions par rapport aux routes départementales**

Le Conseil Départemental recommande que le futur PLU prévoit dans son règlement des reculs suffisants d'implantation des constructions pour garantir une bonne visibilité aux usagers de la route et pour limiter les nuisances ainsi que les risques liés à la voie (trafic routier, nuisances sonores, pollution...). Ces distances doivent tenir compte du contexte local (routes à fort trafic...).

**Concernant les routes départementales d'intérêt cantonal**, il est recommandé que toute construction respecte la plus contraignante des deux règles ci-dessous :

- être implantée à au moins 15 mètres de l'axe de chaussée,
- ou à au moins 5 mètres de l'alignement de fait du domaine public routier départemental.

Ainsi, les articles « implantations des constructions par rapport aux emprises et voies publiques » du PLU devront être mis en cohérence avec ces recommandations pour toute construction nouvelle.

### **Principaux enjeux à intégrer dans le PLU**

- Tenir compte de la **délibération du Conseil Départemental du Gers en date du 17 mars 2017** afférente à la réglementation sur les accès au réseau routier départemental.
- Faire figurer sur le plan de zonage ou dans les OAP une localisation d'intention des carrefours avec la route départementale (réseau structurant).
- Prendre en compte les prescriptions relatives au recul d'implantation des constructions par rapport à la route.

## **La Politique départementale de l'habitat 2019-2021**

Le Département, garant de la solidarité territoriale et acteur majeur de proximité, participe activement à la qualité du cadre de vie. Il intervient auprès des collectivités et d'un réseau d'acteurs dans le cadre des projets d'habitat et d'urbanisme.

L'habitat reste un enjeu majeur des politiques publiques. Afin de répondre aux besoins des gersois, le Département a porté des actions phares garantant des besoins et intérêts des territoires.

Depuis 2005 et dans le cadre de ses différents schémas et politiques de l'habitat successifs, l'implication du Département s'est largement exercée au travers de politiques volontaristes notamment de soutien à la production et la réhabilitation des logements sociaux et communaux et d'accompagnement à destination des propriétaires occupants.

Ces six dernières années ont permis des avancées et améliorations significatives en matière de logement pour tous dans le département. Pour autant, les efforts doivent se poursuivre au vu des besoins non encore satisfaits et toujours d'actualité : une population vieillissante et qui se paupérise, un phénomène de décohabitation, un besoin de diversification de l'offre de logements, un parc privé relativement ancien, inadapté et énergivore, etc.

La nouvelle politique départementale de l'habitat pour les années 2019 à 2021 a été adoptée le 12 avril 2019. C'est l'occasion pour le Département de réaffirmer son engagement et sa volonté d'œuvrer pour l'amélioration du parc privé par la pérennisation de sa prime complémentaire aux aides de l'ANAH pour les propriétaires occupants très modestes, sur des dossiers de précarité énergétique, de perte d'autonomie ou d'insalubrité, à hauteur de 1 200 € maximum.

Il vient ainsi abonder les financements de l'ANAH et de la Région dans le cadre des aides aux travaux en direction des propriétaires occupants appartenant au périmètre d'intervention de l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat (OPAH) la Lomagne Gersoise.

Par ailleurs, en matière d'habitat, le Département apportera son concours au dispositif régional de soutien à l'amélioration et à la rénovation de logements sociaux communaux (travaux énergétiques et d'adaptation) par le biais de la Dotation Départementale Rurale (DDR), portée par sa mission Ingénierie des Territoires.

À titre d'information, le Département, à travers le SATESE (Service d'Assistance Technique en Épuration et Suivi des Eaux) peut fournir une assistance technique à la commune pour la gestion de son système d'assainissement collectif via un conventionnement.

## **Le Plan Départemental des Itinéraires de Promenade et de Randonnée (PDIPR)**

La loi du 22 juillet 1983 donne compétence aux départements pour établir un Plan Départemental des Itinéraires de Promenade et de Randonnée (PDIPR). Aujourd'hui, le PDIPR est régi par l'article L 361-1 du code de l'environnement (chapitre 1<sup>er</sup> « itinéraires de randonnée » du titre VI « accès à la nature ») qui lui garantit des protections juridiques particulières.

Le PDIPR du Gers a été adopté par délibérations de l'assemblée départementale des 27 mai 1986 et 27 janvier 1995, après avis des communes concernées et fait l'objet d'une actualisation par délibérations des 26 janvier 2007, 8 février 2008, 4 octobre 2013, 19 décembre 2014 et 26 juin 2017.

Le Département du Gers s'est engagé depuis plusieurs années dans une politique globale en faveur de la randonnée non motorisée à travers notamment la gestion et la promotion des sentiers de randonnée inscrits au PDIPR.

Ces itinéraires du PDIPR sont ouverts aux 3 types de randonnée non motorisée à savoir pédestre, équestre et vététiste.

D'une part, l'objectif est de protéger les chemins ruraux contre leur abandon, suppression ou aliénation par les communes et surtout leur appropriation par des tiers.

Ainsi, lorsqu'une commune projette la suppression ou l'aliénation d'un chemin rural inscrit au PDIPR, celle-ci doit obligatoirement proposer un itinéraire de substitution de même nature au Conseil Départemental qui donnera son accord.

D'autre part, il s'agit d'assurer et de garantir la continuité de ces itinéraires.

Le PDIPR se compose des chemins de Saint-Jacques de Compostelle (GR 65, GR 652, GR 653 et GR 654) et du GR du pays « Cœur de Gascogne » représentant 452 km de sentiers.

Le **GR Cœur de Gascogne**, inscrit dans le PDIPR, traverse le territoire de Castéra-Lectourois. Le tracé ci-joint devra être repris dans le cadre du Plan Local d'Urbanisme afin d'assurer la préservation et la continuité du GR. Les itinéraires adoptés font l'objet de protections juridiques particulières (article L361-1 du code de l'environnement) et les tracés du PDIPR devront être inscrits au registre des contraintes de ce PLU.

## **Le Plan Départemental des Espaces, Sites et Itinéraires (PDESI)**

La Commission départementale des espaces, sites et itinéraires (CDESI) est présidée par le Président du Département ou son représentant.

Sa composition est arrêtée par délibération du Conseil Départemental. Elle est constituée de 3 collèges représentant le mouvement sportif, les collectivités et services de l'Etat, et enfin les usagers et gestionnaires de l'espace naturel.

La CDESI élabore un plan départemental des espaces, sites et itinéraires (PDESI) conformément aux objectifs cités à l'article 52 de la loi du 6 juillet 2000. Le PDESI n'a pas vocation à inscrire tous les espaces, sites et itinéraires (ESI) mais il apporte une plus-value ajoutée à la pérennisation et à l'intervention de la collectivité pour les ESI inscrits. C'est un document non prescriptif.

Le PDESI permet de

- ✓ identifier les lieux de pratiques sportives de nature dont les membres de CDESI souhaitent prioritairement garantir l'accès aux pratiquants,
- ✓ s'assurer que tous les travaux ou mesures susceptibles de porter atteinte à ces lieux de pratique ou aux activités qui s'y déroulent seront portés à la connaissance de la CDESI afin qu'elle émette un avis sur leur opportunité et propose, le cas échéant, les adaptations nécessaires au maintien de l'activité,
- ✓ inciter les organismes délivrant les autorisations de travaux de prescrire des mesures compensatoires pour toute modification susceptible de porter atteinte aux ESI.

Le plan devra être compatible avec les schémas des services collectifs des espaces naturels ruraux et des sports.

Le PDESI inclut le Plan départemental des itinéraires de promenade et de randonnée (PDIPR) prévu à l'article L 361-1 du code de l'environnement. Il est mis en œuvre dans les conditions prévues par les articles L 113-6 et L 113-7 du code de l'urbanisme.

Le Conseil Départemental adopte le PDESI en assemblée plénière. Il délibère également pour l'inscription de nouveaux ESI au plan, sous réserve de propositions de la CDESI.

Le PDESI sera transmis, pour information et prise en compte, à l'ensemble des détenteurs de pouvoir de police, des autorités compétentes et à l'ensemble des partenaires concernés par les sports de nature.

Il convient donc de mentionner les circuits VTT inscrits au Plan Départemental des Espaces, Sites et Itinéraires (PDESI).



## **La trame verte et bleue**

### **Les espaces naturels sensibles**

Le Département du Gers est un acteur de la biodiversité en tant que gestionnaire d'espaces naturels. Afin de préserver la qualité des sites, des paysages et des milieux naturels, il est compétent pour élaborer et mettre en œuvre une politique d'acquisition, de protection et de gestion d'espaces d'intérêt écologique et paysager majeurs. Ces espaces présentent un intérêt patrimonial important en raison des milieux naturels ou des espèces faunistiques ou floristiques protégées.

Le Département du Gers mène une politique de protection, de gestion et d'ouverture au public des espaces naturels sensibles afin de répondre à 3 objectifs stratégiques :

- **préserver** : acquisition et gestion par le Département, en direct ou en accompagnant un porteur de projet local (collectivité, association...), de sites naturels majeurs du département en terme de patrimoine naturel ;
- **valoriser** : actions d'ouverture au public, éducation à l'environnement et aménagement des sites dans un objectif de découverte des milieux naturels ;
- **accompagner** : à travers une protection réglementaire des sites, ingénierie auprès des porteurs de projet, communication spécifique dédiée à cette politique, mode de gouvernance.

La commune de Castéra-Lectourois dispose d'un Espace Naturel Sensible (ENS) « Bord du Gers de Lectoure à Castéra-Lectourois ». Situé en bordure du Gers, ce site est constitué d'espaces agricoles, de prairies humides, de fossés, de taillis boisés et de ripisylves et d'un bras mort.

Cette mosaïque de zones humides abrite un cortège typique d'espèces végétales affiliées aux zones humides, dont de belles stations de Jacinthe romaine notamment sur la prairie du Moulin gérée par le Conservatoire des Espaces Naturels (CEN) Midi-Pyrénées qui a notamment bénéficié de l'extension du site en 2017.

Le CEN est également propriétaire de 4,5 ha de prairies (« Crabé »). Ces habitats sont des reliques des milieux naturels riverains de la plaine inondable du Gers, quasiment disparus aujourd'hui, et représentent donc une haute valeur patrimoniale.

Le réseau de mares accueille un cortège d'amphibiens, avec notamment le Triton marbré. Ces milieux jouent par ailleurs un rôle important pour la gestion de la ressource en eau (stockage, régulation des crues et prévention des risques, épuration des eaux du bassin versant).

### **Les zones humides**

Les zones humides (ZH) représentent un patrimoine écologique, sociologique et économique à préserver. Espaces à l'interface entre les milieux aquatiques et terrestres, les Zones Humides ont des caractéristiques très variées. Elles se distinguent par la nature de leur eau, leur régime hydrique ou leur contexte. Elles contribuent aussi bien à la protection de la ressource en eau qu'à celle des habitats naturels et espèces.

Les ZH sont donc des écosystèmes très variés qui se forment en frange des rivières, des étangs, des lacs ou autres sources.

Compte tenu du manque de connaissance sur ces milieux dans le Gers, le Conseil Départemental a initié un inventaire des zones humides à l'échelle du département avec le soutien de l'Agence de l'Eau Adour Garonne, des communes et des acteurs locaux (ADASEA...). L'objectif de l'inventaire est de les répertorier, d'évaluer leur intérêt et d'associer les usages locaux à leur gestion (chasse, pêche, randonnée...). 3 305 sites ZH ont été recensés en 2011 sur tout le territoire. Ces espaces représentent 4 806 ha soit 0,77% du territoire gersois.

**Castéra-Lectourois** compte une zone humide de la Mothe 1, située en bordure de la rivière Gers au Sud de la commune. Celle-ci devra faire l'objet de mesures de protection lors de la détermination du zonage du futur PLU.

### **Principaux enjeux à intégrer dans les PLU**

- Présenter une **carte complète de la trame verte et bleue** ;
- Identifier l'ENS et la zone humide, mentionnés ci-dessus, sur la carte de la trame verte et bleue et les assortir d'un indice de protection supérieur à la simple zone naturelle « ordinaire » avec un règlement fixant des orientations permettant d'assurer la continuité de ces trames ;
- Conserver ou développer les petits espaces de biodiversité ou continuités (mares, arbres, haies, ripisylves, friches...)
- Conforter le réseau de haies bocagères ou arborées en vue d'assurer une continuité écologique et son rôle de protection : maintien de la biodiversité, préservation des ressources en eau, maîtrise de l'érosion, fertilisation des sols, barrières contre les maladies... ;
- Pour les haies ayant un intérêt majeur, prévoir un classement en élément paysager protégé ou en zone naturelle protégée.
- Protéger l'ensemble du réseau hydrographique (cours d'eau, mares et étangs) et les milieux humides connexes dans une logique de continuité écologique (trame bleue) en conformité avec le SRCE ;
- Prendre en compte les objectifs du SDAGE Adour-Garonne et du SRCE avec une traduction territoriale.

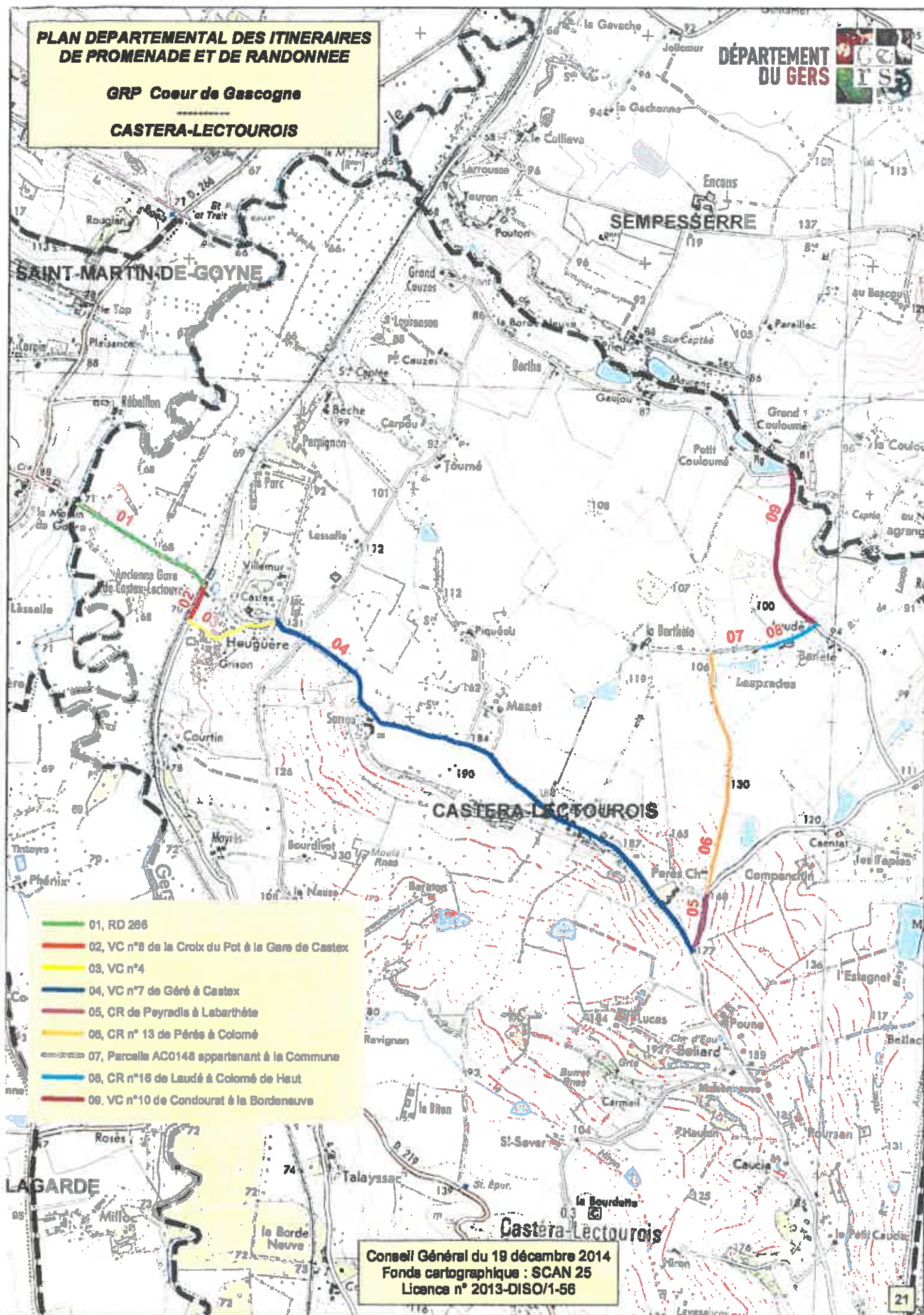


**PLAN DEPARTEMENTAL DES ITINERAIRES  
DE PROMENADE ET DE RANDONNEE**

**GRP Coeur de Gascogne**

**CASTERA-LECTOUROIS**

**DÉPARTEMENT  
DU GERS**



Conseil Général du 19 décembre 2014  
Fonds cartographique : SCAN 25  
Licence n° 2013-DISO/1-56



# PLAN DEPARTEMENTAL DES ITINERAIRES DE PROMENADE ET DE RANDONNEE

## GRP "Coeur de Gascogne" / CASTERA LECTOULOIS

Délibération du Conseil Municipal du 05 octobre 2009

COMMUNE	PROPRIETAIRE PUBLIC dénomination de la voie	PROPRIETAIRE PRIVE			LONGUEUR DU TRONCON en km	ETAT DE VIABILITE	DATE DELIB. CG
		nom	dénomination de la voie	convention			
CASTERA- LECTOULOIS						terre/goudron	
	1 RD 266 (de la limite communale à la VC 8)				0,680	goudron	08/02/2008
	2 VC n° 8 de la Croix du Pot à la gare de Castex (de la RD 266 à la VC 4)				0,160	goudron	04/10/2013
	3 VC n° 4 de Castéra-Lectoulois à St-Martin de Goyne				0,450	goudron	
	4 VC n° 7 de Géré à Castex (de la VC 4 au CR Peyradis à Labarthète)				1,720	goudron	08/02/2008
	5 CR Peyradis à Labarthète				0,870	terre	
	6	M. Gilles Laclavère	Section AC, parc. n°86 et 166		0,270	pierre	
	7 Parcelle section AC n° 148 appartenant à la commune de Castéra-Lectoulois				0,230	pierre	04/10/2013
	8 CR n° 16 de Laudé à Colomé-de-Haut (de la parcelle AC 148 à la VC 10)				0,270	pierre	08/02/2008
	9 VC n° 10 de Condourat à Bordeneuve (du CR n° 16 à la limite communale)				0,770	goudron	04/10/2013
					5,420		

Le Maire de la commune de Castéra-Lectoulois

